

N° 5348¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant création

- a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;
- b) d'un Centre de Documentation et de la Recherche sur l'Enrôlement forcé

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (30.6.2004).....	1
2) Texte du projet de règlement grand-ducal relatif au Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé.....	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Commentaire des articles.....	2

*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(30.6.2004)

Monsieur le Président,

A la demande du Premier Ministre, Ministre d'Etat, j'ai l'honneur de vous transmettre le projet de règlement grand-ducal relatif au Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, en tant que complément d'information relatif au projet de loi portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'enrôlement forcé; b) d'un centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (projet de loi No 5348).

Je joins en annexe le texte du projet, l'exposé des motifs ainsi que le commentaire des articles.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
François BILTGEN

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé

Art. 1er.– Le Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, appelé ci-après le Comité, comprend au moins onze et au plus quinze membres à désigner par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, après délibération du Gouvernement en Conseil, pour une période de trois ans. Le mandat des membres est renouvelable.

Parmi ces membres, le Premier Ministre, Ministre d'Etat désigne un Président et deux Vice-Présidents pour une période de trois ans.

Art. 2.– Le Comité coordonne les activités des associations affiliées à la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force, veille à la sauvegarde de la mémoire des Enrôlés de Force et peut, dans l'exercice de ses missions, intervenir auprès des administrations publiques dans l'intérêt des membres des associations susmentionnées.

Le Gouvernement peut demander l'avis du Comité sur toutes les questions relevant de l'enrôlement forcé.

Art. 3.– L'Etat met à la disposition du Comité les moyens nécessaires de fonctionnement.

Les indemnités des membres du Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé sont fixées par séance à six euros, valeur au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948.

Art. 4.– Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'exposé des motifs de l'avant-projet de loi portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement de force relate qu'il correspond à la volonté des membres de la Fédération des victimes du nazisme, enrôlées de force de préparer le terrain de la relève afin, outre la défense de leurs intérêts, de sauvegarder la mémoire collective en relation avec l'enrôlement forcé.

Cette mission reviendra au Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé qui est institué par le texte légal mentionné ci-avant. Le présent projet de règlement règle les modalités de son fonctionnement.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er.–

L'article 1er fixe le nombre et le mode de désignation des membres, du président et des vice-présidents du Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, institué par la loi du ... portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé.

Article 2.–

L'article 2 définit les missions et attributions du Comité.

Article 3.–

L'article 3 prévoit que les moyens nécessaires au fonctionnement du Comité sont mis à sa disposition par l'Etat, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Les indemnités pour l'assistance aux réunions du Comité directeur sont fixées par séance à six euros au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948.